

Colombie : élimination des partisans de la paix



Par: Roberto Morejón

La clameur de vastes secteurs de la société colombienne pour que le gouvernement freine la violence, y compris les massacres tragiques, semble s'écraser contre un agenda officiel avec d'autres soucis.

De nombreux Colombiens et une partie de la communauté internationale sont bouleversés par les massacres quotidiens, 43 ces sept derniers mois avec 191 personnes assassinées.

Les habitants des départements de Nariño, de Cauca, de Valle del Cauca, d'Antioquia et de Norte de Santander, vivent dans le soubresaut car leurs territoires sont devenus une macabre Mecque de la terreur à cause des faits violents extrêmes qui y sont perpétrés.

Les causes des exterminations massives sélectives sont multiples dont la pauvreté, les inégalités sociales, le manque d'opportunités, le trafic de drogue et l'apogée des paramilitaires.

Une campagne de haine promue depuis la haute hiérarchie à Bogotá accorde l'indulgence aux assassinats commis par les ennemis de l'accord de paix entre le gouvernement précédent de Juan Manuel Santos et les anciennes FARC-AP, les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie-Armée du Peuple.

Bien que de nombreux anciens guérilleros soient tombés sous les balles assassines, le même sort a été réservé à des leaders sociaux, juvéniles, à des activistes pour les droits de l'homme et aux critiques de la violence.

La Colombie vit une urgence nationale marquée, il est vrai, par les graves effets de la pandémie pour le nouveau coronavirus, avec une paralysie productive qui a conduit au chômage jusqu'à 20% de la main d'œuvre active.

Mais ces crimes horribles exigent du gouvernement d'entreprendre des actions pour y mettre fin bien que le président Iván Duque ait été accusé de mettre trop longtemps à se pencher sur ce grave problème.

Ses détracteurs le fustigent car il consacre plus de temps à son parrain politique, l'ancien président Alvaro Uribe sur lequel pèsent de nombreuses accusations et qui est assigné à résidence.

Ce qui est vrai c'est que les groupes illégaux font ce que bon leur semble ce qui implique la perte de contrôle d'un état qui prend ses distances des causes et des conséquences des exactions commises.

La présidence penche plutôt pour des réponses militaires sans aller aux racines de la terreur tandis qu'elle s'occupe avec soin des plans agressifs des États-Unis contre le Venezuela.

Donc, dans ce contexte, le pouvoir semble ignorer la strophe d'une chanson interprétée par la chanteuse Natalia Bedoya, qui dit: Chaque mort en Colombie a une mère qui le pleure et une famille auquel il manque, nous ne voulons pas plus de guerre.

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/233400-colombie-elimination-des-partisans-de-la-paix>



Radio Habana Cuba